

Contribution au débat sur la situation mondiale et l'internationalisme aujourd'hui

mercredi 17 février 2016, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 10 février 2016).

QUELLE DEMARCHE TRANSITOIRE ET INTERNATIONALISTE AU 21E SIECLE ?

1- Impérialisme - concepts et orientations politiques

Les débats sur l'impérialisme et les enjeux stratégiques combinent plusieurs exigences : d'une part, le besoin d'actualiser la dimension analytique des concepts : comprendre comment s'est transformé le monde capitaliste que nous combattons ; d'autre part, la nécessité de prises de position face à des conflits.

Le débat sur "l'impérialisme" est à la croisée de ces deux ensembles de questions. Mais il est essentiel de les distinguer en explicitant les critères de nos prises de positions - nous avons été et restons concerné.e.s par tous les rapports de domination internationaux. L'adoption d'un concept marxiste d'impérialisme spécifiquement capitaliste n'implique pas une "hiérarchie" quant à la "gravité" des divers types de domination. On pouvait à la fois considérer que l'URSS ou la Chine n'étaient pas "impérialistes" mais dénoncer les politiques d'oppression nationales "grand-russes" staliniennes ou chinoises.

De surcroît pour ne prendre que l'exemple russe, Poutine appuie ses ambitions actuelles à la fois sur *une économie devenue capitaliste* (cherchant par tous les moyens des débouchés stables pour sa production d'énergie et sur un complexe militaro-industriel rénové) et - dans son intervention en Ukraine - *se réclamant des divers passés "impériaux"* de la Russie tsariste puis stalinienne. Elle a été successivement détruite et désindustrialisée dans le cadre d'une politique de Eltsine largement "compradore" pour renouer ensuite depuis les années 2000 avec des traits d'ancienne/grande puissance, au moins régionale, aspirant à être reconnue comme telle dans la cour des grands. Les rapports entre cette Russie actuelle et les anciennes puissances impérialistes ne sont pas stabilisés ni homogènes (pas les mêmes avec les Etats-Unis et l'UE, ni avec l'Allemagne et la France et les autres membres de l'UE) ; des traits de "nouvelle guerre froide" et course aux armements, cohabitent avec une exploitation des conflits dans le but d'une recomposition des relations d'interdépendances, notamment au plan européen.

Les courants de la gauche qui espéraient un soutien de la Russie à Syriza n'ont pas compris que Poutine visait un accord substantiel sur les questions énergétique avec l'Allemagne de Merkel et la France de Hollande (au travers de leur gestion du conflit ukrainien) - et que son régime craint les soulèvements démocratiques et sociaux... *nous devons concrètement être* à la fois contre l'OTAN et contre tout dénigrement par la Russie de l'indépendance des anciennes républiques soviétiques ; contre les politiques et pouvoirs de l'Union européenne, du FMI et de l'OTAN autant que ceux de la Russie poutinienne - pour le droit d'auto-détermination des peuples

2- De la DIT « classique » à l'irruption des révolutions anti-capitaliste et anti-colonialistes

Au 19^e et début 20^e siècle l'impérialisme se traduisait par l'imposition d'une "division internationale du travail" (DIT) entre pays du Centre (produisant des produits manufacturés) et périphéries

(colonies) ou (semi) périphéries (Etats formellement indépendants néo-colonisés) cantonnés dans la production de produits primaires.

Deux ensembles de conditions ont modifié les rapports mondiaux sous-jacents à cette DIT :

- les conflits entre anciens et nouveaux pays du Centre rivalisant pour le partage du monde ;
- les victoires révolutionnaires.

Le "court siècle soviétique" aura permis une grande diversité politique et socio-économique de "développementismes" tournés vers une industrialisation plus autocentrée. *Cela ne supprimera pas certains déséquilibres hérités du passé colonial ou aggravés par des formes de planification bureaucratique*, mais cette phase historique spécifique laissera des traces profonde dans les relations internationales.

3- Des révolutions aux contre-révolutions - quel(s) « système(s)-monde » ?

Une phase ouverte par le tournant néo-libéral des années 1980, radicalisé par 1989/91 - revêt des caractéristiques loin d'être pleinement maîtrisées. Certains traits anciens se combinent avec des dimensions totalement nouvelles.

31) Le capitalisme, un "système-monde" évolutif.

Il est plus que jamais nécessaire (et non pas nouveau) de "penser" et analyser le capitalisme comme "système-monde" *recouvrant des rapports de domination et d'interdépendances, et non pas comme juxtaposition de "nations"*.

- *Les points communs entre les deux grandes phases de "mondialisation" (fin du 19^e siècle, et années 1980) sont les suivants :*

- le moteur a été une crise structurelle de profit au cœur du capitalisme ;
- le discours de la contre-offensive, dans les deux cas, a été celui du "libre-échange" ;
- la financiarisation de l'économie et les "crédits conditionnés" en particulier ont été un vecteur majeur de cette expansion.

Mais des différences majeures opposent les deux contextes.

- *la double crise "systémique" des années 1970 (crise de profit et de l'ordre mondial) survient après plusieurs décennie de résistance à la domination du marché capitaliste au plan interne et externe au système (un tiers de la planète lui échappant). En conséquence, la réponse à ces crises prend une dynamique profonde de contre-révolution dite néo-libérale.*

- Sa radicalité depuis les années 1980 est à la mesure des menaces contre l'ordre capitaliste mondial sur tous les fronts :

□ *La contre-offensive exploite dans un premier temps le contexte, les pratiques et l'idéologie de la guerre froide, face à l'intervention soviétique en Afghanistan (1979).*

□ *La "crise de la dette" dans les pays du "Sud" - puis certains pays de l'Est - permettra au FMI et à la BM dominés par les nouvelles écoles néo-libérales, d'imposer des "Politiques d'ajustement structurel" (PAS) dans les pays endettés, visant à démanteler les systèmes et résistances antérieures.*

□ Parallèlement, les Etats-Unis lancent en 1986 un nouveau cycle de négociation du GATT (l'Uruguay Round) en y mettant pour la première fois à l'ordre du jour deux domaines stratégiques jusqu'alors protégés des marchés mondiaux : l'agriculture et les "services" ; *L'OMC est créée au milieu de la décennie 1990 pour convaincre les pays du Tiers-Monde et sortant du "Socialisme Réel" de s'impliquer dans des négociations multilatérales de "libre-échange"* (avec pour vaincre leurs réticences, une clause spécifique de fonctionnement au consensus distinct du fonctionnement du FMI et supposant l'égalité 1 pays - 1 voix).

□ Mais les Etats Unis vont aussi se saisir *de l'imprévu* - et des engrenages qui conduiront au basculement de 1989/91 :

- Gorbatchev veut réduire les dépenses d'armement. Il soutient la chute du Mur de Berlin, espérant aller vers une "Maison commune européenne" (soutenue également par Mitterrand) basée sur le démantèlement des deux pactes militaires de la guerre froide et une "coexistence pacifique" entre systèmes.
- Mais l'unification allemande fut une absorption ; et l'insertion de cette Allemagne unifiée dans l'OTAN s'imposa à l'URSS moyennant quelques financements et la "promesse" de ne pas étendre l'OTAN au-delà de l'Allemagne - qui ne fut pas tenue... L'unification allemande fut le premier acte de la restauration capitaliste.
- Pour les Etats-Unis, le véritable basculement impliquait la dissolution de l'URSS et du Pacte de Varsovie. C'est Eltsine qui l'assura. Son rôle de bourgeois comprador se concrétisa aussi avec l'introduction des privatisations de masse.

Le basculement de 1989/91 globalise le capitalisme comme jamais auparavant, et radicalise la contre-révolution néo-libérale dans la plus grande opacité.

4) Une guerre sociale mondiale comme trait caractéristique de la nouvelle phase du capitalisme

41 - Les forces impulsant la nouvelle phase de mondialisation capitaliste sont obsédées par un "plus jamais ça" post-colonial et post-"communiste". Elles visent à éradiquer toute trace progressiste et subversive de ce passé/présent, dans les mémoires et les gains sociaux et à protéger le capital des "risques" de nationalisation/socialisation.

Les dérèglementations et nouvelles règles valorisées comme "efficaces" par l'idéologie néo-libérale marquent l'ensemble des politiques propagées par les Institutions de la mondialisation et tous les Traités internationaux et "Accords de Libre-Echange Complet et Approfondi" (ALECA) "offerts" par l'UE aux pays du Magreb ou d'Europe de l'Est comme l'Ukraine.

C'est dans les Etats du "centre" qu'ont été élaborées les "normes". Mais elles ont pour cible leurs propres travailleurs comme ceux du monde entier.

42 - La fin des nations ?

L'existence d'un "système-monde" articulé n'a jamais supprimé et ne supprime toujours pas l'importance de *l'espace politique et social des nations pour les luttes* - et d'ailleurs aussi pour *défendre les intérêts du capital et des FMN.*

Mais les interdépendances et destructurations des tissus productifs produites par le capitalisme financier et globalisé signifient par contre que les **luttes anticapitalistes sont moins que jamais efficaces au seul niveau national** .

43 - Les ingrédients idéologiques de la guerre sociale.

Encore fallait-il forger un nouvel ennemi à dimension mondialisée, susceptible de remplacer le « mal suprême » - communiste qui avait légitimé le soutien aux « djihadistes » d'Afghanistan après l'intervention soviétique de 1979. La décennie 1980 modifie l'échiquier mondial et fait basculer Ben Laden contre les Etats-Unis. Et le 11 septembre 2001 va donner force à la rhétorique de la « guerre des civilisations » en aidant à construire un ennemi non délimité, « terroriste islamiste ». Mais l'intervention américaine en Irak en 2003 va fournir un redoutable terreau nourrissant le « djihadisme guerrier ». L'islamophobie croissante et mondialisée théorise un continuum « islamiste » supposé mener au « terrorisme » - autant de qualificatifs à géométrie variable et arbitraire pratiquant des amalgames et rendant opaque la nature réelle des conflits. Vouloir les analyser ou contester l'efficacité des politiques menées est suspecté de « complaisance » pour Daesh. Des terrorismes d'Etat prétendent combattre le terrorisme ciblent impunément des peuples revendiquant leur auto-détermination - depuis les Tchétchènes jusqu'aux Kurdes en passant par les Palestiniens de Gaza. Et dans la France de 2015 l'état d'urgence est pratiqué contre les musulmans « visibles » ou suspectés de cacher un agenda « islamiste ». La thèse de « l'invasion de l'Europe par l'islam » est le fer de lance du site « Riposte laïque » alors que le Front national se présente comme « défenseur » de la laïcité, des femmes, des juifs, des homos ... contre l'islamisme.

Le racisme sous ses formes anciennes et nouvelles - « culturelles » et opaques - est à la fois un outil et un effet de cette guerre sociale mondialisée. Son rejet doit être au cœur des résistances articulées du local au planétaire.

5) La crise de 2009 a marqué un tournant majeur - mais lequel ?

51- L'ordo-libéralisme.

D'un côté, elle a exprimé l'échec des réponses néo-libérales et impérialistes apportées à la double crise de profit et de l'ordre mondial des années 1970. Mais l'interventionnisme massif des Etats dominants et de leurs Banques centrales (BC) n'a pas débouché sur un New Deal vert. Il a sauvé les banques et "le système" en radicalisant les offensives pour réaliser jusqu'au bout le programme de la contre-révolution néo-libérale.

La crise a été "exploitée" pour consolider des institutions non élues " (comme le FMI et les BC). Les « règles » de la libre concurrence et de l'austérité budgétaire - associée à la baisse de la fiscalité pour les riches et le capital - doivent être « constitutionnalisées » : être ôtées du libre débat public.

Chaos et crises n'ont pas disparu au sens où - outre la crise climatique persistante - le sauvetage des banques et les relances opérées par les BC n'ont fait que propager une masse incontrôlable de « capitaux fictifs » continuant à alimenter de nouvelles bulles financières, pendant qu'a explosé l'endettement de nombreux Etats. Les prochaines crises qui se manifestent déjà se heurteront à de plus grandes difficultés.

Mais la financiarisation, les inégalités et la précarité n'expriment pas une « crise » pour ce capitalisme : elles sont son « mode d'existence » : *ce capitalisme globalisé a épuisé les promesses de bien-être, de stabilité que d'autres phases ont pu rendre crédibles.* Les droits qui, sous pression de la "guerre froide" et d'autres rapports de force, ont été reconnus et inscrits dans les constitutions de nombreux pays ou dans la Déclaration universelle des droits humains, voire encore dans la Charte de droits de l'Union européenne, doivent désormais être subordonnés au droit suprême de la concurrence.

Un tel but est organiquement contradictoire avec tout résidu de démocratie : la volonté d'inscrire

dans les constitutions les “règles d’or” de l’austérité signifient un “ordo-libéralisme” qui doit - comme en Grèce - imposer silence aux exigences de démocratie, de justice et de dignité des êtres humains.

52- Quelles réponses stratégiques ?

Ce capitalisme régent les relations humaines du local au planétaire, en s’appuyant à la fois sur la logique de la concurrence, sur une hégémonie idéologique et sur de puissantes institutions à différentes échelles territoriales. Il faut s’y opposer sur tous ces terrains.

- Sans ancrage local et national on se perd dans les institutions en s’éloignant des populations ;
- mais le seul ancrage local/national est impuissant.

Plusieurs cibles transnationales peuvent servir de levier entre le local/national et le global :

1°) *Il est urgent de construire un “espace politique européen”* porteur d’un renversement démocratique, égalitaire, et écologique des logiques et institutions actuelles , appuyant les résistances nationales sur des objectifs européens et internationalistes. [1]

2°) *Des enjeux concrets et fondamentaux de société sont transnationaux.* Les batailles mondialisées sont des conditions de victoires des résistances nationales et européennes, avec deux atouts : internet et la jeunesse (qui, comme chacun sait, est une « génération internet », aime voyager et parler divers langues). Cf. les mobilisations multiples ;

- pour *“Changer la société, pas le climat”*
- contre la domination du droit de la concurrence dans les institutions de l’ONU (OMS, comme Unesco ou OIT) sur la santé, la culture ...
- en défense de la « souveraineté alimentaire » contre les règles de l’OMC
- pour une nouvelle architecture de droits européens et mondiaux s’imposant aux FMN
- contre les “dettes illégitimes, illégales et odieuses” .

3°) *Contre tous les rapports de domination et d’exclusion*, des formes d’auto-organisation sur les lieux de travail doivent pouvoir être consolidées par des formes d’auto-organisation “territoriales” : elles visent à modifier les rapports de force, à reconstituer des tissus sociaux de solidarité dans la production et la distribution de « communs », à unir des populations variées souvent précaires ou privées d’emplois - notamment femmes, jeunes, immigrés et populations “racialisées” servant de boucs émissaires - préfigurant d’autres rapports humains possibles.

Catherine Samary- France

<http://csamary.free.fr>

Notes

[1] Cf. « lutter pour des droits sociaux et nationaux dans/contre/hors de l’UE ». Voir sur ESSF

(article 35629), [Contre la consolidation néo-coloniale de l'Eurogroupe - Leçons de Grèce pour une Europe des droits sociaux et démocratiques](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35629) :

Anglais. Voir sur ESSF (article 35932), [Against the neocolonial consolidation of the Eurogroup - Lessons from Greece for a Europe of social and democratic rights](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35932) :

Castillan :
<http://www.vientosur.info/spip.php?article10404>